



## **LIBEREZ L'AVOCAT, MILITANT DES DROITS DE L'HOMME, XU ZHIYONG !**

XU Zhiyong, jeune avocat de 40 ans connu pour sa défense du "légalisme constitutionnel", croupit en prison depuis plus de trois mois après avoir été arrêté le 16 juillet à Pékin pour "organisation de rassemblement illégal ayant pour but de subvertir le pouvoir politique".

XU Zhiyong dérange. Egalement professeur de droit, il a co-fondé en 2000 "Gongmeng" - Open Constitution Initiative - une ONG dont le but est de faire respecter les droits constitutionnels des citoyens.

Se cantonnant dans un cadre strictement légal, "Gongmeng" a aidé des victimes de l'arbitraire du pouvoir à porter plainte devant les tribunaux, les soutenant par des campagnes dans les medias et le Net.

Devant son influence grandissante elle est démantelée par les autorités en 2009 et XU est jeté en prison pour "fraude fiscale" mais le dossier d'accusation monté à la hâte était tellement mal ficelé qu'il a été vite libéré.

Il a immédiatement lancé une nouvelle initiative - cette fois informelle, sans structure légale ni responsable -, "le Mouvement des Nouveaux Citoyens" - Xin Gongmin Yundong - avec pour objectif "la transition vers le constitutionnalisme" en s'appuyant sur la Constitution qui reconnaît les "libertés d'expression, d'association et de manifestation". Elle n'a pas pour but l'obtention du pouvoir politique mais veut promouvoir la participation des citoyens à la vie publique, en prônant l'honnêteté et la transparence.

Pour XU, seule l'existence d'une société civile autonome, alliée à une justice indépendante et une presse libre, pourrait combattre efficacement la corruption qui ronge la légitimité du parti communiste, corruption dénoncée pourtant par le secrétaire général du Parti, et président de la République, XI Jinping, afin de maintenir "de bonnes relations entre les cadres et les masses".

Mais ce qui préoccupe les autorités, c'est qu'au-delà des militants politiques son mouvement regroupe de plus en plus de citoyens ordinaires, qui ne se contentent plus d'exprimer leur avis sur "Weibo" - le microblog chinois - , mais se réunissent et organisent aussi des protestations de rue avec comme mot d'ordre : "La Constitution doit s'imposer aussi au parti communiste."

La réaction n'a pas traîné. Le "Quotidien du Peuple" a dénoncé le constitutionnalisme comme un "complot américain destiné à renverser le socialisme". (sic !)

Pour le pouvoir en place, le concept de "société civile" serait étranger à la culture chinoise parce qu'il ne prend en compte que les droits de l'individu et ne saurait remplacer celui de "société populaire" qui insiste sur les droits collectifs... sous la direction éclairée du Parti.

Il faut dénoncer les poursuites sans fondement dont fait l'objet notre confrère XU Zhiyong qui n'a fait qu'agir dans la stricte légalité mais a mis le régime face à ses contradictions. Et le pouvoir, où que ce soit, n'aime pas ça...

Paris, le 4 novembre 2013